

## Notes éditoriales

### Crise du capitalisme : le pire est à venir

Lorsque les lecteurs de CPS prendront connaissance de ce numéro de notre bulletin, le premier tour des présidentielles viendra d'avoir lieu.

Ces élections se déroulent dans un contexte radicalement différent de celui des précédentes en 2007. Depuis, la crise du capitalisme, la plus grave depuis 1930, a déployé ses effets dévastateurs en particulier dans les métropoles impérialistes, aux Etats-Unis et en Europe : développement vertigineux du chômage, en particulier dans la jeunesse, réduction brutale des salaires, attaques violentes contre les retraites et les droits en matière de santé et d'éducation, contre le code du travail, expulsions par centaines de milliers de travailleurs de leurs logements.

Et pourtant à intervalles réguliers, les représentants du gouvernement Sarkozy se sont régulièrement fendus de communiqués annonçant la sortie de crise. Ils ont été régulièrement contredits par les représentants de l'impérialisme allemand, largement plus lucides. Dans le bêtisier de l'Histoire, Valérie Pécresse pourra sans doute postuler à une place de choix qui déclare sans rire dans *Le Monde* du 31 mars :

*«... la croissance revient. Le spectre de la récession s'éloigne et toute une série d'indicateurs sont des indicateurs de reprise, comme l'amélioration du moral des ménages, des industriels ou du climat des affaires. Nous avons sauvé la zone euro, ce qui est à mettre à l'actif du président de la République, et ce sauvetage ramène la confiance des investisseurs et des entreprises.... Tous les pays de la zone euro sont ainsi rentrés dans un cercle vertueux et de rééquilibrage de leurs finances publiques et de dynamisation de la croissance.»*

La flagornerie le dispute à la stupidité. Pendant que Pécresse péroré pour complaire à son maître Sarkozy, s'accumulent tous les explosifs d'une nouvelle conflagration de la crise. La baisse des taux des obligations – baisse du reste bien inégale selon les pays - n'avait été obtenue que par la somme colossale de prêts de la BCE aux banques à un taux quasiment nul. Mais voilà qu'en Espagne, ils repartent brutalement à la hausse, au point que celle-ci n'a pu trouver acheteur pour la dernière émission de ses obligations.

Les prêts de la BCE manifestent que les banques vivent sous perfusion. La restructuration de la dette grecque n'est pas sans conséquence pour le bilan des banques en particulier françaises : de l'ordre de 24 milliards pour le seul Crédit Agricole par exemple. La dite restructuration n'empêche pas que d'ores et déjà on annonce l'inéluctabilité d'un nouveau plan en Grèce. Mais c'est maintenant vers l'Espagne que les regards se braquent.

Le nouveau projet de traité européen présenté par Merkel – contresigné par Sarkozy – vient d'être mis sur les rails. Posant comme principe l'« équilibre budgétaire » et la réduction des déficits partout à 3 % en 2013, il constituait la feuille de route commune à tous les gouvernements

bourgeois en Europe pour que chacun impose à son propre prolétariat les plans d'austérité visant à lui faire payer la crise. Mais à peine son principe était-il adopté, et avant même qu'il soit ratifié, Rajoy indiquait que l'Espagne n'y arriverait pas malgré les attaques les plus barbares contre le prolétariat d'Espagne (voir plus loin). L'UE a fini par transiger sur un déficit à 5,3 %. Mais tout le monde sait qu'y compris cet objectif est inaccessible. Banques dont les bilans sont grevés de créances irrécouvrables, régions en faillite, secteur du bâtiment à l'arrêt, chômage touchant un quart de la population active et la moitié de la jeunesse : tel est le tableau de l'Espagne.

Certes, toutes les situations ne sont pas identiques. Mais même au Nord de l'Europe la situation n'est guère florissante. Les Pays-Bas n'arriveront pas non plus aux 3 % prévus en 2013. La Belgique est sommée d'adopter un nouveau plan d'austérité, passant à la trappe l'indexation des salaires sur les prix. Quant à la Grande-Bretagne, son gouvernement – qui vient de décider d'alléger les impôts des plus riches – s'oriente vers l'émission d'obligations... à cent ans, voire à perpétuité. Le capital financier créancier de l'Etat à perpétuité : quel meilleur concentré de la situation ? L'Allemagne elle-même ne peut jouer les parangons de vertu qu'en se livrant à des camouflages sur le bilan réel de son endettement (en faisant passer hors bilan des dettes réelles) dignes... d'un gouvernement grec ! C'est ce que Valérie Pécresse appelle sans doute « un cercle vertueux et de rééquilibrage des finances publiques ».

Et si la situation de la dette est si inextricable, c'est parce que derrière la dette, il y a la récession, et derrière la récession, la crise de surproduction. La surcapacité de production automobile est estimée à 21 % en Europe. Mais ce n'est qu'un exemple : logement, textile et habillement, et même alimentation : dans tous les secteurs la demande faiblit en relation avec la baisse du pouvoir d'achat des masses.

Faut-il le dire ? La situation du capitalisme français est à l'image de ce qui se passe en Europe, y ajoutant même quelques handicaps supplémentaires. Les ventes de Renault et PSA se sont littéralement effondrées au premier trimestre 2012, à l'inverse de la situation relativement florissante de l'industrie automobile allemande. La dette continue à augmenter et s'approche des 90 % du PIB. Les caisses de la Sécurité sociale, méthodiquement vidées par les exonérations des cotisations patronales à jet continu, mettent à l'ordre du jour de nouvelles attaques contre les droits en matière de santé, plus brutales encore après les élections.

Une chose ne fait aucun doute : ce qu'exigera la bourgeoisie française au lendemain des élections, c'est une nouvelle vague d'offensives plus meurtrières encore contre les conditions d'existence des masses. La batterie de mesures que vient de prendre de l'autre côté des Pyrénées le gouvernement Rajoy en donne une idée.

---

## Espagne, Italie : ce qui est en cause à travers la « réforme du marché du travail »

---

On lira dans ce numéro de CPS l'article consacrée à la situation en Espagne. Mais remarquons déjà que la « réforme du marché du travail » adopté en février par le gouvernement Rajoy constitue un saut qualitatif dans le retour à des conditions d'exploitation du prolétariat telles qu'elles prévalaient il y a plus d'un siècle. Car non seulement, elle réduit encore les droits en matière d'indemnités des chômeurs ; non seulement elle accorde au patron la possibilité de licencier à sa guise, mais encore elle lui offre celle de réduire les salaires à son gré sous la simple condition de la réduction du chiffre d'affaires deux trimestres consécutifs. C'est en réalité la négation même du contrat de travail qui supposait un engagement du patron en matière de salaires, de conditions de travail, etc. *Le Monde* du 29 mars indique qu'en vertu de la réforme, des dizaines de milliers de travailleurs se sont d'ores et déjà vus appliquer des diminutions de salaire de plusieurs centaines d'euros par mois ; et des dizaines de milliers d'autres se sont vus licenciés ou dans la perspective immédiate de l'être. Réduire le prolétariat à une masse informelle et sans droits collectifs, soumise à une exploitation sans frein ; voilà ce qu'exige en Espagne la perpétuation du mode de production capitaliste. Et pas seulement en Espagne. C'est également ce qui est en jeu avec la suppression de l'article 18 du code du travail en Italie mis à l'ordre du jour par le gouvernement

Monti, article qui fait obstacle aux licenciements « sans motif légitime ». C'est sur la suppression de cet article qu'avait buté le premier gouvernement Berlusconi il y a de cela dix ans. Mais là où Berlusconi avait échoué, Monti entend réussir, appuyé non seulement sur la collaboration des partis bourgeois de « droite » (PDL de Berlusconi) comme de « gauche » (PD), mais surtout sur la politique des appareils syndicaux (voir plus bas).

La liquidation de toutes les garanties collectives s'accompagne partout du développement endémique de l'« économie souterraine » en Grèce, en Italie, en Espagne. Des millions de travailleurs sont contraints de survivre avec le travail « au noir », dépourvus de tout droit, sans aucune protection sociale ni droit à la retraite. C'est le dernier degré atteint à ce jour de la déchéance sociale du prolétariat.

Ainsi sous nos yeux en Europe, en quelques années, le sort des millions de prolétaires s'est brutalement dégradé : des enfants de Naples, arrachés à l'école dès 12 ans pour travailler clandestinement à 50 centimes d'euro de l'heure, aux 15 millions de retraités britanniques devant vivre avec des pensions de 500 euros par mois (voir *Le Monde* du 7 février) ; se généralisent des situations que ne connaissaient jusqu'alors que les masses des pays dominés par l'impérialisme.

---

## Le prolétariat désarmé par ses propres directions

---

Rien ne correspond moins à la réalité que l'idée selon laquelle les travailleurs accepteraient sans réagir la situation qui leur est faite. A nouveau, des centaines de milliers de manifestants ont déferlé à Madrid, Barcelone, Valence. Mais non seulement les dirigeants syndicaux les ont appelés à manifester et à faire grève plusieurs semaines après que le gouvernement Rajoy a fait adopter sa contre-réforme scélérate, mais encore ces mêmes dirigeants ne demandent rien d'autre que le « dialogue » sur la dite contre-réforme. La situation ne diffère guère en Italie, où les dirigeants syndicaux, y compris ceux de la CGIL (qui occupe en Italie la place occupée par la CGT en France), ont accepté de « négocier » pendant des mois et fixent à « la lutte » l'objectif « d'accompagner la discussion parlementaire » (Camusso, secrétaire générale de la CGIL).

Il faut ajouter : l'offensive des gouvernements des partis bourgeois (puisque désormais dans tous les grands pays d'Europe les partis sociaux-démocrates ont été écartés du pouvoir à la suite de débâcles électorales) bénéficient du soutien quasi ouvert des dirigeants de ces partis sociaux-démocrates. Le PSOE demande « la modification » de la loi Rajoy – et non son abrogation. Le Labour Party

soutient sans vergogne les décisions budgétaires de Cameron. Quant aux dirigeants du SPD en Allemagne, ils se font fort d'être en quelque sorte plus « merkeliens » que Merkel elle-même, comme l'explique son principal dirigeant Gabriel : « Mme Merkel refuse toujours dans un premier temps ce que nous proposons avant de faire un pas dans cette direction. Et cela se répète depuis trois mois. Il est difficile de ne pas approuver des décisions qui s'inspirent de nos propositions.... Devons nous refuser un plan parce qu'il vient trop tard et est trop limité.... Le SPD refuse toujours les positions populistes et prend ses responsabilités ».

Ce dont manque le prolétariat à travers l'Europe, ce n'est pas de la volonté de combattre. Travailleurs et jeunes ont répondu à de nombreuses reprises par centaines de milliers aux appels à manifester et à faire grève. Ce qui fait défaut, ce sont les outils politiques qui lui permettraient de combattre victorieusement l'offensive de la classe ennemie. Ce qui lui fait défaut, c'est un véritable parti révolutionnaire lui permettant de surmonter les obstacles dressés contre sa mobilisation par les appareils dirigeants prenant en charge, via le « dialogue social », toute cette offensive.

---

## Les objectifs de la bourgeoisie française pour l'après-présidentielle

---

Répetons-le : la situation de la bourgeoisie française exige que soit mise à l'ordre du jour une nouvelle vague d'attaques anti-ouvrières dès le lendemain des élections. Cela commence par des plans de licenciements par milliers programmés dans de nombreux secteurs, d'abord celui de l'automobile.

A l'ordre du jour aussi, de nouvelles attaques contre la Sécurité sociale. *Le Monde* du 23 mars cite le cabinet conseil Jalma qui indique les mesures à prendre pour faire face au « déficit » estimé à 150 milliards d'euros. On sait que ce déficit a pour cause les innombrables exonérations patronales, les dettes d'Etat impayées, mais aussi les

licenciements massifs qui font disparaître dans le même rapport les cotisations. Jalma indique les pistes de la contre-réforme à venir. *Le Monde*, qui pourtant n'est pas ordinairement épouvanté par les mesures anti-ouvrières, dit lui-même qu'elles « *font froid dans le dos* » : limitation des entrées dans le régime ALD (affection longue durée qui donne droit à un remboursement à 100 %), suppression de la prise en charge des indemnités journalières (en clair suppression du congé maladie), « *meilleure répartition des tâches entre médecins et professions paramédicales* » (autrement dit, faire faire à des infirmières des actes réservés jusqu'alors aux médecins par exemple).

Attaques encore contre les retraites : le MEDEF (et la CFDT) demande la mise en place d'une nouvelle réforme dite « systémique » des retraites qui, en fait, sonnerait le glas de toute définition légale de l'âge de la retraite, le montant des retraites dépendant des « points » accumulés au cours de la carrière, la valeur du point étant elle-même modulable selon la situation démographique, économique, etc. C'est la fin en réalité de tout droit à la retraite, dont le montant serait non seulement totalement individualisé,

mais encore dépendant de la santé de l'économie capitaliste.

Attaques également contre le code du travail. C'est l'aboutissement attendu de la négociation « entre partenaires sociaux » sur les « accords compétitivité-emploi », négociation qui se continue entre MEDEF et appareils syndicaux dans la plus grande discrétion mais dont le cadre a été fixé par Sarkozy : moduler les salaires, les horaires de travail selon le carnet de commandes de l'entreprise : une réforme Rajoy à la française en quelque sorte.

Attaques contre l'enseignement et contre le droit aux études. Car la bourgeoisie n'a pas terminé le travail du point de vue de ses propres objectifs avec la LRU, d'où la sortie opportune, à la fois d'un rapport (rapport Buchaillat-Fort) sur le bac, qui deviendrait un examen maison passé en contrôle continu, et d'une campagne complémentaire sur la remise en cause du baccalauréat comme premier grade universitaire. Ainsi, chaque université pourrait recruter sur ses propres critères, l'« autonomie » étant ainsi parachevée.

---

### Les élections présidentielles : un enjeu de la lutte des classes

---

Or il se trouve que les conditions politiques dans lesquelles la bourgeoisie devra tenter d'atteindre ses objectifs ne sont pas les mêmes selon les résultats des élections.

Chacun a pu constater qu'ont pris la peine de soutenir le candidat Sarkozy au-delà même des frontières nationales Merkel, Cameron, et quelques autres de moindre importance. Chacun a pu constater le camouflet infligé à Hollande et à ses représentants à peu près partout dans le monde par les gouvernants. De la Pologne à la Chine en passant par l'Allemagne, partout ils ont trouvé porte close quand ils ont voulu être reçus. La raison n'en est évidemment pas dans le programme de Hollande. Merkel, Cameron, Rajoy savent que les intérêts du capital financier

ne sont pas une seule seconde mis en cause par le dit programme. Et du reste, Hollande, à Londres, n'a pas manqué l'opportunité de rappeler qu'il était le plus fidèle défenseur de leurs intérêts.

La raison en est que la défaite de Sarkozy, la victoire du candidat d'un parti issu du mouvement ouvrier, si dégénéré que soit ce parti, créerait une autre situation politique moins défavorable pour le prolétariat pour combattre. A l'inverse – et c'est d'ailleurs ce que montre la situation en Espagne – un nouveau succès de Sarkozy donnerait une puissante impulsion à l'offensive anti-ouvrière, bénéficiant ainsi de l'onction du suffrage universel.

---

### Sarkozy : tentative de retour aux sources du bonapartisme

---

La déclaration de notre Groupe sur les présidentielles qu'on peut lire par ailleurs dans ce *CPS* indique assez bien sur quel terrain se mène la campagne de Sarkozy : celui de la plus noire réaction. Ce n'est nullement un hasard si la question de l'immigration - ou plutôt si la désignation des immigrés comme responsables de tous les maux qui sont en réalité ceux du capitalisme – y occupe une place centrale, cette campagne ayant reçu l'appui providentiel des assassinats de Toulouse et Montauban.

Mais une chose mérite d'être encore soulignée, c'est la désignation des « corps intermédiaires » - ainsi sont désignés dans le langage même de la V<sup>e</sup> république les syndicats – comme l'obstacle principal à la « réforme » à cause de leur « immobilisme ».

On pourrait d'abord faire remarquer ce que cette accusation peut avoir d'injuste. Sarkozy est bien ingrat à l'égard des dirigeants syndicaux ! Car ils n'ont pas constitué un obstacle aux contre-réformes, mais au contraire une aide précieuse. Rappelons-nous la « réforme » des régimes spéciaux et de la proposition de Thibault lui-même de négocier secteur par secteur, piétinant l'exigence des cheminots et travailleurs de la

RATP de défense des régimes spéciaux. Rappelons-nous la réforme du régime général, où le même Thibault expliquait dans une note interne pourquoi il fallait rejeter le mot d'ordre de « retrait de la réforme » au nom des « avancées » obtenues par la « négociation ». Rappelons-nous la réforme de la « représentativité syndicale », où le gouvernement n'a rien eu à faire que de retranscrire sous forme législative l'accord des « partenaires sociaux ». Du reste – et *CPS* en a fait plusieurs fois fait état –, Sarkozy n'a pas été dans le passé avare de compliments envers les directions syndicales qui lui ont permis de faire carton plein sur l'ensemble de ses contre-projets sans avoir une seule fois à reculer.

Mais si Sarkozy s'est appuyé – et s'appuiera à nouveau s'il parvient à se faire réélire sans aucun doute – sur les directions syndicales, il n'en reste pas moins que l'objectif final de la V<sup>e</sup> République, c'est le corporatisme, c'est-à-dire la liquidation des organisations syndicales en tant que telles, leur intégration comme rouages de l'appareil d'Etat lui-même. C'est l'association capital-travail sur le terrain de la défense par-dessus les intérêts de classe antagoniques de l'« entreprise ». C'est cela qu'entend Sarkozy lorsqu'il

fait l'apologie de « syndicats qui ne font pas de politique ». C'est ce qu'explique Guaino lorsqu'il réfère lui-même les attaques de Sarkozy à un retour aux sources de la V<sup>e</sup> République.

*« Les élites et les corps intermédiaires sont nécessaires, mais ils ont des devoirs. Quand ils les oublient pour se consacrer à la défense de leur propre pouvoir, ça ne va plus. C'est toute l'histoire de la France et de la république : la lutte de l'Etat et du peuple contre les féodalités.*

*Quand les syndicats de l'éducation nationale font tout pour torpiller les internats d'excellence (là encore, quelle injuste accusation, ndlr !), je trouve légitime de bousculer les corps intermédiaires. Quand les partis instaurent le régime des partis, il faut les remettre à leur place. »*

L'épisode de la visite de Sarkozy à la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux est instructif. Le candidat Sarkozy est en campagne. Il convoque les syndicats pour une réunion rassemblant patrons et syndicats autour du bonaparte sur le terrain commun de la défense de « notre » filière nucléaire. A juste titre, la section CGT refuse de s'y rendre et reçoit une volée de bois vert. Même réaction de

Sauvadet, ministre de la Fonction publique qui affirme « sa ferme intention de ne pas laisser les fonctionnaires devenir otages des organisations syndicales » suite à un refus des organisations syndicales de siéger dans une instance de concertation.

Guerre aux travailleurs immigrés et aux chômeurs, guerre aux garanties collectives des travailleurs (« Moi, je parle de travail ; eux vous parlent de statut » - discours de Sarkozy à Marseille), guerre au droit de la classe ouvrière à s'organiser en syndicats. On voit sur quel terrain Sarkozy entend rassembler sa classe.

Il faut pourtant le dire : la force de Sarkozy ne lui vient pas de sa propre campagne. Il est profondément haï par le prolétariat et la jeunesse. Chaque jour révèle ses nouvelles turpitudes en même temps que la putréfaction de la V<sup>e</sup> République et de ses mœurs : des rétro-commissions de Karachi en 1995, à ses visites lucratives aux Bettencourt en 2007 au moment même où ceux-ci faisaient d'énormes retraits d'argent liquide.

La force de Sarkozy, en réalité, lui est donnée par ses adversaires, en premier lieu par Hollande, sa campagne et son programme.

---

### **Affaire Merah : l'union nationale pour le plus grand bénéfice de Sarkozy**

---

La déclaration du Groupe indique sur quel terrain Hollande mène campagne : celui de meilleur défenseur du capital financier dont son « staff » vient de rencontrer les représentants, les patrons des grandes banques françaises pour les rassurer – s'ils en avaient besoin.

Ils peuvent être aussi rassurés par les gages donnés par les dirigeants du PS dans les collectivités locales qu'ils dirigent. Ainsi Bartolone, président PS du Conseil général de Seine-Saint-Denis, se poste à l'avant-garde de la privatisation des collèges à travers la mise en œuvre des partenariats public-privé pour la rénovation et la maintenance des collèges. Et surtout, le maire de Lyon, Colomb, soutenu en cela, il faut le noter, par le « groupe communiste et citoyen » du grand Lyon, se comporte en patron de combat face aux éboueurs de Lyon confrontés à un plan de privatisation de la collecte des ordures ménagères. Les providentiels assassinats de Montauban et Toulouse – providentiels pour Sarkozy – ont constitué un nouveau révélateur. Hollande, aux côtés de Marine Le Pen (sans parler de Bayrou, mais aussi Joly, se débarrassant pour l'occasion de son déguisement anti-militariste), s'est mis au garde à vous derrière Sarkozy pour saluer la

mémoire des parachutistes. L'occasion était rêvée pour Sarkozy et son ministre Guéant d'engager une vaste campagne contre « l'islam radical » avec arrestations à grand spectacle, et déferlement de haine anti-arabe. Mais bien sûr derrière la prétendue lutte contre « l'islam radical », il y a le combat contre les libertés démocratiques lorsque Sarkozy annonce l'expulsion de tous les immigrés qui tiennent des propos « contre les valeurs de la République ». Et ce n'est pas une coïncidence si, dans le même temps, le procureur de Bobigny requiert des peines de prison fermes contre les militants d'EuroPalestine qui combattent contre l'oppression sioniste de l'Etat d'Israël.

Hollande, quant à lui, quelques jours après l'attentat de Toulouse, se fendait à Aurillac d'un bruyant hommage à « la police nationale » dont chacun peut se demander pourquoi elle devait liquider Merah. Avait-on à craindre de ce qu'il aurait dit ?

Mais il faut dire qu'à l'exception notable de la candidate de Lutte Ouvrière, tous les candidats ont embouché les trompettes de l'Union Nationale ; y compris Mélenchon qui, avec des tremolos dans la voix, a indiqué que « la patrie républicaine saurait faire face ».

---

### **Le succès de la campagne Mélenchon : la recherche confuse de l'affrontement avec le capital conduite dans l'impasse d'un patriotisme bourgeois et réactionnaire**

---

La « défense de la patrie », toutes classes confondues, est d'ailleurs le trait dominant de la campagne de Mélenchon. Nous consacrons un article dans ce numéro à une analyse de cette campagne dans laquelle il bénéficie de l'encadrement politique du PCF et d'une bonne partie des cadres de la CGT et de la FSU. Cela étant, le succès indéniable de cette campagne doit être expliqué. Il est incontestable qu'elle draine nombre de travailleurs et jeunes qui, d'une part, veulent se débarrasser de Sarkozy, mais qui, d'autre part, sont révoltés tant par la politique de Hollande que par celle plus généralement des partis socialistes dans toute l'Europe, et qui cherchent la voie du

combat contre le capital. Cette recherche est conduite dans une impasse totale par Mélenchon, la direction du PCF et l'aréopage de bureaucrates syndicaux qui font sa campagne. Le fait même que nombre de travailleurs et jeunes puissent être ainsi abusés alors qu'en réalité Mélenchon ne propose pas de faire le moindre pas dans la direction d'un combat réel pour exproprier le capital, témoigne du désarroi politique du prolétariat. Cela indique la longueur du chemin à parcourir pour que les éléments les plus avancés de celui-ci puissent à nouveau faire chemin vers le programme révolutionnaire, chemin qui pourtant devra nécessairement être parcouru.

---

## Les appareils syndicaux : préserver l'avenir du « dialogue social » y compris en cas de réélection de Sarkozy...

---

Quant aux directions syndicales, les médias font grand bruit de la position de la direction de la CGT et de la FSU contre la réélection de Sarkozy. Il faut y regarder de plus près. Certes, dans des termes voisins, dirigeants CGT et FSU indiquent que la réélection de Sarkozy conduirait à de nouvelles attaques contre les travailleurs. Ils ne peuvent ignorer la profonde aspiration qui existe dans le prolétariat à se débarrasser de l'UMP et de son chef, et doivent introduire une « modulation » par rapport au discours de stricte « neutralité » de 2007. Seule la direction de FO s'aligne strictement sur l'exigence d'« apolitisme » formulée par Sarkozy lui-même à l'adresse des directions syndicales. L'appareil FO se paie même le luxe (ou le grotesque) d'indiquer qu'elle... appellerait à voter Non au nouveau traité européen s'il était soumis à référendum. Mais au nom de cette prise de position imaginaire sur une échéance électorale qui n'existe pas, FO annonce que, sous prétexte d'« indépendance syndicale », il n'a aucune position sur l'échéance réelle des présidentielles. Il ne s'agit évidemment pas de l'« indépendance syndicale » car l'indépendance syndicale réelle – par rapport au patronat et à l'Etat – commanderait de prendre position à l'inverse pour que le candidat du capital financier qui bénéficie du soutien on ne peut plus explicite du MEDEF soit battu. Il s'agit pour l'appareil FO de se positionner comme interlocuteur favori du gouvernement qui sortira des élections, y compris en cas de réélection de Sarkozy.

Mais revenons à la position de la CGT et de la FSU. En même temps que la direction de la FSU et de ses syndicats nationaux indique que la réélection de Sarkozy conduirait à de nouvelles attaques, la voilà qui se lance dans une vaste « interpellation » des candidats – Sarkozy compris – sur leur programme. Il faut d'ailleurs le noter : l'« interpellation » des candidats ne se fait même pas sur les revendications des enseignants mais tout entière sur le terrain des contre-réformes nécessaires. Ainsi, la direction du SNES interroge les candidats sur leur conception de l'autonomie des établissements ; or c'est par le biais de l'autonomie des établissements que se mène l'offensive contre les programmes, horaires et diplômes nationaux. Elle interroge les candidats sur les modifications qu'ils

proposent au statut des enseignants, quand Sarkozy a mis au cœur de son programme la liquidation des décrets de 50 qui le garantit dans le secondaire. En réalité la direction de la FSU entend bien préserver l'avenir du « dialogue social » sur la mise en œuvre des contre-réformes quel que soit le résultat des élections, y compris en cas de victoire de Sarkozy.

Il n'en va pas autrement de la direction de la CGT. « *Nous n'avons pas de candidat* » déclare Thibault qui précise (*Le Monde* du 3 avril) : « *Si Sarkozy est réélu, nous ferons avec* ». Ce qui ne l'empêche pas de se féliciter de la position de Hollande sur les retraites, laquelle, rappelons-le, entérine l'essentiel de la contre-réforme de 2010.

Ainsi, les appareils syndicaux doivent faire quelques concessions de forme à la haine anti-Sarkozy si forte parmi les travailleurs ; mais il y a une ligne jaune qu'ils entendent bien ne pas franchir : l'appel clair et net à battre Sarkozy, Le Pen, Bayrou et tous les candidats de la bourgeoisie en appelant à voter, sans prendre en charge leurs programmes, pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier. C'est ce dont témoigne leur opposition résolue aux motions dans ce sens présentées dans les syndicats par les militants trotskystes, voire leurs manœuvres pour éviter qu'elles ne soient présentées. On verra cependant que dans plusieurs instances, ces motions ont recueilli un certain succès, et même qu'indépendamment de l'activité des trotskystes, l'aspiration à une telle prise de position se fait jour. Citons par exemple la déclaration de Wladimir SUSANJ, secrétaire général de la CGT Archives, lors de l'AG intersyndicale de la Culture le 29 mars contre le projet sarkozyste d'une maison de l'histoire de France sur le site des archives dans le quartier du Marais :

*« Il faut battre Sarkozy dans quatre semaines, il faut le balayer ! Il faut le balayer car il est une menace contre tous les salariés et leurs familles, il est fauteur de chômage, de misère, de bas salaires et de liquidation de nos retraites. Et il est aussi l'ennemi public n°1 de la Culture, son projet de Maison de l'Histoire de France en est la preuve ! »*

---

### Jusqu'au bout, les directions syndicales accompagnent le gouvernement Sarkozy-Fillon

---

A vrai dire, la position des appareils syndicaux sur les élections est dans le droit fil de l'orientation qui est la leur depuis 5 ans de prise en charge des contre-réformes. Sarkozy a annoncé son intention de gouverner jusqu'au dernier jour. Les appareils, par le dialogue social, lui auront apporté leur soutien également jusqu'au dernier jour ! Leur soumission à l'injonction de Fillon de négocier les « accords compétitivité-emploi » en témoigne. De quoi s'agit-il ? Laissons parler la direction de la CGT elle-même :

*« Aujourd'hui votre rémunération, votre durée de travail sont souvent fixées dans votre contrat de travail. L'employeur ne peut pas le modifier sans votre accord. Vous refusez la modification de votre contrat de travail. L'employeur ne peut pas vous licencier pour ce refus. Demain, dès que l'entreprise prétendrait pressentir des*

*problèmes économiques à venir, elle pourrait négocier un accord de baisse des rémunérations, de variations de la durée du travail ! Ces modifications vous seraient imposées par accord d'entreprise. Si vous les refusez, vous seriez licenciés ! Votre motif de licenciement serait inattaquable devant un juge. »*

La même direction de la CGT écrit même le 20 mars – alors qu'elle a participé à plusieurs séances de « négociation » : « *Nous sommes devant une négociation parfaitement déloyale. Les salariés et leurs délégués sont livrés purement et simplement au chantage patronal. La CGT ne peut accepter de telles conditions de négociation.* »

La CGT ne peut accepter... mais se rend à la négociation le 27 mars et à s'apprête à y aller jusqu'au bout le 13 avril ! FO de même évidemment. Et la même direction

d'«alerter les travailleurs par pétition». Mais les travailleurs ne peuvent être tenus responsables du fait que les dirigeants syndicaux ont participé jusqu'au bout à cette concertation – forfaiture !

Ce qui se passe dans l'enseignement avec le « projet évaluation » des enseignants, est également révélateur. On lira dans ce numéro de CPS l'intervention du représentant Front Unique au congrès national du SNES. Mais le fait majeur, c'est qu'après avoir refusé de discuter pendant des mois de ce projet, les directions de la FSU et du SNES ont fini par capituler en rase campagne. En participant au

Comité technique ministériel du 15 mars, et maintenant en allant jusqu'à demander que le projet de décret soit mis à l'ordre du jour du Conseil Supérieur de la Fonction Publique, toute leur politique conduit en fait à faciliter ce qui serait un véritable putsch du gouvernement Sarkozy Fillon : à savoir l'adoption quelques jours avant les élections d'un décret portant un coup de première importance au statut des enseignants.

Mais pour mieux apprécier la politique des dirigeants syndicaux, il est nécessaire de revenir sur ce qui s'est passé lors de la grève des éboueurs du Grand Lyon.

---

### Un exemple significatif

---

Dans une situation marquée par un nombre limité de luttes de classe, on peut relever la grève de 18 jours (et même de 22 pour certains), déclenchée le 12 mars et suivie par les éboueurs et les conducteurs de la collecte des ordures ménagères du Grand Lyon. A l'origine, la réaction des travailleurs à la décision du Grand Lyon de redécouper en faveur du privé la collecte de ces ordures, une décision bien comprise comme une nouvelle étape de privatisation. Ce n'est pas seulement le maire PS, Gérard Collomb, qu'ils ont dû affronter, mais aussi la trahison manifeste des appareils syndicaux. En effet, le maire PS a eu le comportement classique d'un patron, embauchant des intérimaires et faisant appel aux tribunaux pour interdire les piquets de grève, puis se désistant du référé après avoir obtenu des bonzes syndicaux que les grévistes ne s'opposeraient pas aux briseurs de grève.

Mais voici que les travailleurs, qui, eux, n'ont rien promis, ont maintenu les piquets. Un des bonzes lâchait, honteusement, piteusement : *« Les dépôts de Gerland et de Villeurbanne sont complètement bloqués, mais ce n'est*

*pas le fait de l'intersyndicale Cgt-Cftc-Cfdt-Fo-Fafpt-Unsa, qui avait donné des consignes de ne pas le faire. Mais on n'a pas été suivi par les agents »* (M. Messaï, vice-président de la Fnact-Cftc du Grand Lyon).

Collomb engageait à nouveau la procédure judiciaire et le Tgi enjoignit aux grévistes de ne pas « entraver le travail ». Menaces, présence d'huissiers..., félicités par l'intersyndicale de « leur « bonne compréhension », les travailleurs ne pouvaient que s'incliner. Quelques jours de grève encore, et à la demande des syndicats, c'est la reprise. Pour *Rue89*, l'Unsa a résumé le sentiment de l'ensemble des organisations syndicales par cette formule : *« Ce n'est ni une victoire, ni une défaite. Même si on n'a pas obtenu le maintien de la régie pour Lyon et Villeurbanne, on a l'engagement de Collomb de revenir en régie en 2017 »* (sic !). En attendant, l'intersyndicale a demandé *« aux élus communautaires et aux maires de prendre leurs responsabilités (...). Nous les appelons à voter contre le marché de privatisation, le 16 avril. »*

---

### Pour la défaite de Sarkozy et des candidats de la bourgeoisie

---

En combattant pour la défaite des candidats de la bourgeoisie, de Sarkozy en premier lieu, pour la victoire électorale du candidat du parti issu du mouvement ouvrier resté en lice au second tour, les militants du Groupe pour la construction du POR et de l'IOR ne laissent place à aucune illusion. Même en cas de victoire, la politique que tenterait de mettre en œuvre un gouvernement d'alliance du PS, éventuellement du PCF, avec des représentants de la bourgeoisie, notamment Europe Ecologie Les Verts, serait une politique de soumission au capital financier. On ne peut même pas affirmer qu'elle serait « moins pire » que celle de Sarkozy car, à vrai dire, l'Espagne et le

Portugal hier, la Grèce, la Belgique aujourd'hui montrent assez qu'elle serait strictement conforme à ce qu'exigent banquiers et capitalistes. Elle aurait seulement pour effet que le prolétariat aborderait dans des conditions moins défavorables les échéances à venir sur le terrain de la lutte des classes directes, échéances inéluctables, sauf à supposer que le prolétariat et la jeunesse se laissent broyer sans réagir. C'est à travers ces échéances que pourront se dégager les matériaux pour la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. A ce moment-là, l'existence de notre Groupe, son influence, se révéleront d'une grande importance. C'est pourquoi nous appelons à le renforcer.

Le 6 avril 2012

